

Jean-William Dereymez

Désireux de regrouper et de réorganiser toutes les Forces de la Résistance en vue de livrer dans les meilleures conditions possibles l'ultime et décisif combat à l'occupant et aux traîtres, à sa dévotion le Comité exécutif (CE de la France Combattante de l'Isère et des Alpes dauphinoises) fait toucher les représentants les plus qualifiés des divers mouvements patriotiques régionaux et leur demande de se réunir le 25 janvier à Monaco à 10h30 (dans le local RS), nantis de pleins pouvoirs pour délibérer.

Toutes les organisations touchées à l'exception du FUJ répondent à l'appel du CE et envoient leurs mandataires.

Ainsi à l'heure fixée et à l'endroit fixé se réunissent :

1. *Benoît* (membre du CE), représentant le Front National (FN) et les Femmes de France (FF) voix délibérative (VD), deux mandats (2 M).
2. *Pel* (membre du CE), représentant du Parti communiste (PC), de Francs-Tireurs et Partisans (FTP), de la Confédération Générale du Travail (CGT), (VD-3M).
3. Commandant *Rolland*, représentant l'Armée Secrète (AS) (VD-1 M).
4. *Clément*, représentant le Parti socialiste (PS) (VD-1 M) et les Francs-Tireurs (FT) (VC).
5. *Jacques*, représentant FT (VD-1 M).
6. *Martin*, représentant Libération (VD-1 M).
7. *Martigues*, représentant Combat (VD-1 M) et les maquis du Grésivaudan (VC).
8. Capitaine *Rouvier*, et son EM (représentant les maquis du Vercors) (voix consultatives).
9. *Lepape*, représentant Messieurs *Meunier* et *Lebreton* du NAP (Noyautage des administrations publiques (empêchés) (VC).

Après avoir fait les présentations, *Benoît* fait savoir qu'on délibérera après le déjeuner et donne la parole à *Pel* en le priant d'expliquer le but de la réunion et de faire succinctement le point de la situation.

Pel – Des mois durant, le Comité directeur de la France combattante de notre région se réunit pour étudier les différents problèmes qui se posent à la Résistance et les résoudre de la façon qu'il juge la plus conforme aux intérêts de la Patrie et de la Petite Patrie.

¹ Document communiqué par Aimé Requet. Noms réels des mandataires : 1. Chevallet ; 2. Flaureau ; 3. de Reyniès ; 4. Chavant ; 5. Samuel ; 6. Sibellas ; 7. Manhaudier ; 8. Le Ray ; 9. Lecutiez.

Ces réunions qui débutent avant l'occupation italienne ne sont pas interrompues pendant cette occupation et continuent après l'occupation allemande. Avec cette dernière, cependant, les risques que font courir à la Résistance des réunions de ce genre apparaissent clairement à tous les membres du Comité directeur qui décident d'opérer une transformation de structure à la Direction de la FC susceptible de réduire considérablement ces risques.

Ainsi est décidée la création d'un Comité exécutif de trois membres qui sera l'émanation directe du Comité directeur et constituera la synthèse réduite et en quelque sorte condensée de tous les mouvements de la Résistance.

Ce Comité est mis rapidement sur pied, composé de :

Kléber dit *Ney*, représentant des MRU (Libération, Combat, F-T) et de l'AS, *Bayard* dit *Benoît*, FN, PS et CGT.

Pel, PC et FTP, responsable devant le Comité directeur.

Le fonctionnement de cet organisme de direction se révèle satisfaisant et sa substitution au Comité directeur comme instrument de liaisons constitue un progrès indéniable.

La dernière réunion de l'exécutif au complet a lieu le mercredi 24 novembre de 17h à 18h30. Le lendemain 25 novembre s'abat sur notre région l'équipe des tueurs de la Milice et de la *Gestapo*.

Vous connaissez tous les noms des patriotes tombés à leur poste pendant les journées tragiques et dont les corps mutilés ont été retrouvés aux quatre points cardinaux. Il est inutile de vous les rappeler.

Concernant *Ney*, la rumeur publique le désigne très vite comme une victime de la sinistre bande. Une chose est absolument certaine : il a disparu et tous les mouvements de la Résistance ignorent ce qu'il est devenu.

Les bruits les plus contradictoires circulent sur sa fin ; on donne des détails horribles : le corps découpé en morceaux à la mitraillette a été envoyé dans un sac à la police d'abord, à la Préfecture ensuite, à la famille enfin. La famille contactée directement par nous ne sait rien.

Benoît et moi-même à la date du 1^{er} décembre considérons que *Ney* certainement a été assassiné. Il n'aurait pas manqué, croyons-nous, s'il en était autrement, de nous avertir, d'autant plus qu'il avait toutes facilités pour cela et que c'était pour lui le premier de ses devoirs à l'égard de la Résistance.

Nous apprenions, il y a quelques jours, par le chef régional des MRU de Lyon, que *Ney* n'a pas été victime des tueurs et qu'il est vivant, bien vivant dans le midi de la France.

Nous sommes obligés de vous faire connaître que nous réprouvons hautement l'attitude inqualifiable de notre ancien camarade à l'exécutif qui aura des comptes à rendre dès qu'il reparaitra parmi nous. Nous spécifions bien que nous ne considérons pas comme blâmable le souci compréhensif d'assurer sa propre sécurité ; ce que nous condamnons avec force c'est la désertion du poste de commandement consacrée par le fait que *Ney* vivant ne donne pas signe de vie à ses pairs et à ses subordonnés perdant ainsi la confiance générale.

L'assemblée tout entière s'associe à ces paroles. Personne ne comprend, en effet, le mutisme obstiné de l'ancien chef des MRU et de l'AS et chacun a pu se rendre compte du mal inouï fait à la Résistance dauphinoise par cette aventure rocambolesque par plus d'un côté. Tout le monde est d'accord pour que des mesures sévères soient prises en vue de protéger les forces patriotes contre le retour d'un tel danger. Les chefs doivent assumer leurs responsabilités intégralement et sans restrictions. En cas de défection, ils auront à répondre de leurs fautes ou de leurs crimes devant le Tribunal d'exception qui fera preuve d'une inébranlable fermeté.

Malgré les coups très durs portés à la Résistance par cette série d'attentats et de défections coupables, l'exécutif restreint décide de tout mettre en œuvre pour regrouper les patriotes dauphinois afin d'intensifier encore les coups portés aux Boches par les vaillants soldats sans uniformes de l'AS et des FTP.

Grâce à son organisation cloisonnée, le PC échappe totalement à l'emprise de l'ennemi. L'orage passe laissant intact ses effectifs et son appareil technique de diffusion et de propagande. Le PC décide de mettre tous ses moyens à la disposition de la FC afin de l'aider à surmonter des difficultés passagères et comme représentant du Parti à la FC *Pel* reçoit l'ordre de rester à son poste.

Bayard qui a eu de nombreux contacts avec les organisations les plus éprouvées, doit assurer sans retard sa sécurité. Il est convenu qu'il utilisera « ses loisirs » à contacter les maquis et le maximum de résistants en retraite forcée.

Une liaison permanente est assurée entre *Pel* et *Bayard*. Pour la reconstitution du CD de la FC, *Bayard* prospectera « l'extérieur », *Pel* s'occupera de « l'intérieur », c'est-à-dire du secteur de Grenoble.

Avant le départ de *Bayard* il est décidé d'un commun accord de faire toucher *Jean*, chef du 5^e bureau de l'AS Nous pensons que si de nombreuses défections se sont produites parmi les patriotes, nous trouverons au moins à son poste le chef des groupes francs de l'AS chargés de l'action immédiate. Nous sommes persuadés qu'il a organisé une riposte

foudroyante aux tueurs. Nous avons le regret de constater que ce chef (qui a un passé glorieux) n'est pas à son poste. Ce regret est d'autant plus vif que ses relations avec *Ney* étaient étroites et suivies et qu'il aurait pu nous désigner, à défaut d'un successeur de *Ney*, au moins un représentant provisoire.

Pain dit *Vitel* et Bisesi dit *Hourts* ayant été tués, *Jean* et *Ney* en fuite, l'exécutif restreint devait, contraint et forcé, abandonnant les règles et sécurité habituelles, prendre des dispositions pour assurer lui-même de nouveaux contacts.

Il est sans importance de vous donner des détails sur toutes les démarches entreprises depuis le 1^{er} octobre par *Bayard* et *Pel*, démarches qui aboutirent à cette réunion.

Si ces démarches nous ont paru souvent bien lentes, si elles se sont révélées parfois difficiles, nous pouvons aujourd'hui aisément nous en consoler et même nous en réjouir en constatant que leurs résultats, en cette période de farouche répression, ont dépassé – ceci grâce à la bonne volonté de chacun et le fervent désir des patriotes dauphinois de s'unir pour agir – toutes nos espérances.

Merci à *Benoît* qui, présidant aux destinées de l'organisation de la Résistance qui groupe dans son sein les couches les plus larges de la population, a su donner à cette réunion le caractère même du FN c'est-à-dire l'union de toutes les forces dauphinoises patriotes sans distinction d'opinion politique, philosophique, religieuse ou autres.

Merci à vous tous, messieurs, camarades, d'avoir répondu à notre appel. Nous sommes persuadés que les débats qui se dérouleront tout à l'heure seront décisifs et au plus haut point profitables à la cause sacrée de la libération de la France et du Dauphiné, qui doit être si nous le voulons, car nous le pouvons, la première province délivrée du joug de l'ennemi.

Vive la France, Vive le Dauphiné !

À 13h30 le repas terminé, *Benoît* demande que les délibérations commencent aussitôt. Il fait connaître qu'il a touché un représentant d'Alger qui lui a donné des conseils d'organisation à l'échelle locale et propose l'ordre du jour suivant accepté à l'unanimité :

1. Dénomination nouvelle du Comité (à la demande d'Alger).
2. Composition du Comité directeur et réorganisation du Comité exécutif.
3. Plan d'insurrection - Travail AS et FTP - Prise du pouvoir.
4. Mesures de sécurité - Dénonciation des faux de dernière heure.
5. Journal du Comité (titre du journal, papier, imprimerie, rédaction, diffusion).
6. Création des Comités locaux de la Libération nationale.

Benoît indique qu'à la demande d'Alger, le Comité directeur de la FC de l'Isère s'appellera à l'avenir le Comité départemental de l'Isère de la Libération nationale. Le président de ce comité s'appellera le commissaire de la République pour le département de l'Isère; il aura le rôle et les prérogatives du préfet en attendant la nomination de ce service par le CFLN.

Le Comité départemental de la Libération jouera le rôle de conseil général; il contrôlera le commissaire de la République.

Benoît demande si tout le monde est d'accord pour accepter ces directives.

Clément demande la parole pour faire connaître la pensée de son groupe. Il considère que toutes les questions qui seront tranchées aujourd'hui doivent l'être de la manière la plus précise et d'une façon irrévocable. Il demande donc que tous les délégués présents affirment tenir de leurs organisations réciproques des mandats impératifs pour pouvoir délibérer en toute souveraineté.

Nous ferions, dit-il, un travail absolument inutile et vain si après cette réunion, chaque organisation, prétextant que son délégué a trahi sa pensée, s'arrogeait le droit de ne pas respecter la règle commune et de violer la discipline de la Résistance.

Tous les délégués à l'exception de *Martigues* représentant Combat font connaître qu'ils sont investis de mandats réguliers leur permettant de délibérer en tout souveraineté. *Martigues* fait savoir qu'il est venu à la réunion essentiellement comme responsable des maquis du Grésivaudan. Membre de l'organisation Combat, il peut la représenter à la réunion mais il ne tient pas d'elle les pleins pouvoirs.

Pel propose de considérer *Martigues* comme ayant voix délibérative et pleins pouvoirs sous réserve d'acceptation par le groupe Combat du procès-verbal de cette réunion. Une telle acceptation avalisera automatiquement le mandat de *Martigues*. Sauf pour les nominations proposées à cette assemblée qui seront définitives malgré l'absence d'un mandataire régulier de Combat, le Comité directeur pourrait accepter de discuter les objections et suggestions que Combat désirerait lui communiquer et adopter certains de ses points de vue originaux intéressants. Le Comité pourrait également accepter que *Martigues* ne soit que le mandataire provisoire de Combat et recevrait dans son sein le mandataire définitif.

Ces propositions sont adoptées.

Pel fait alors connaître qu'il représente aujourd'hui pour la dernière fois FTP et en donne les raisons. A l'origine du mouvement FTP, le nombre des patriotes communistes représente un pourcentage important des effectifs globaux et ainsi s'explique qu'un membre du PC représente les FTP à l'exécutif de la FC. Une accentuation du recrutement chez

les FTP a permis de constater que les éléments patriotes non communistes l'emportaient maintenant de beaucoup sur les éléments patriotes communistes.

La direction de FTP a décidé dans ces conditions que le FN à l'avenir représenterait FTP au Comité exécutif de la Libération nationale.

Quant à la CGT qui avait délégué un de ses membres à cette réunion, elle s'est vue au dernier moment privée du concours de son collaborateur et nous a priés de défendre provisoirement et pour aujourd'hui seulement ses propres intérêts.

Nous nous sommes engagés à suivre fidèlement les directives de la CGT et le procès-verbal de la réunion attestera si nous avons ou non scrupuleusement accompli notre mandat.

Au nom des trois organisations que je représente, je réponds par l'affirmative à la question de *Benoît* concernant les directives d'Alger.

Benoît demande l'avis des autres membres de l'assemblée. Tous les délégués sont d'accord.

Benoît précise que le Comité départemental de la Libération nationale est constitué par les délégués présents : Combat et la CGT feront connaître le nom de leurs représentants définitifs.

Pel indique, que Combat représentera FTP au Comité départemental, et demande s'il ne serait pas bon de désigner aujourd'hui même le commissaire de la République.

Benoît dit qu'il serait souhaitable à son sens que le commissaire de la République ne soit pas choisi parmi les membres de cette assemblée où n'existe pas à proprement parler de techniciens rompus aux questions préfectorales. Il lance le nom d'un patriote éprouvé dont le rôle à la préfecture à l'égard de toutes les organisations de la Résistance a été unanimement apprécié. Cet homme apolitique, estimé de tous ses concitoyens a dû abandonner son poste, traqué qu'il était par la *Gestapo*, mais il est resté en contact permanent avec la Résistance. *Benoît* le désigne sous le nom de *Ber*² et toute l'assemblée reconnaît en lui un de ses amis les plus éprouvés.

Seriez-vous d'accord, demande *Benoît*, pour proposer au CFLN la nomination de *Ber* au poste de commissaire de la République pour le département de l'Isère ?

À l'unanimité la candidature proposée est acceptée.

Le Comité départemental de la Libération ayant ainsi désigné son président, l'assemblée va s'attaquer à la réorganisation de l'exécutif.

² Pseudonyme de Bersier, qui sera Secrétaire général de la Préfecture après la Libération.

Clément : Confier le pouvoir exécutif à trois membres, c'est priver les organisations d'une large consultation. À son avis, tous les membres du Comité départemental devraient siéger à l'exécutif.

Pel fait remarquer que, dans ces conditions, il n'est pas nécessaire de parler d'un nouveau comité. Reste à prendre la responsabilité de convoquer pour traiter de tous les problèmes de la Résistance le Comité départemental au grand complet. Or, outre qu'une réunion de neuf à dix membres constitue, à l'heure actuelle, une initiative pleine de danger, elle ne peut pas être provoquée avec la rapidité qu'exige souvent le déroulement des événements. Et puis il n'y a pas possibilité de prendre avec la même célérité des décisions en délibérant à dix comme à trois. La création d'un exécutif comme nous vous l'avons fait connaître tout à l'heure s'est imposée au Comité directeur de la FRANC. Le maintien de cet exécutif s'impose plus encore aujourd'hui qu'hier. Il ne faut d'ailleurs pas s'illusionner sur le pouvoir détenu par l'exécutif. Celui-ci est entièrement responsable devant le Comité directeur et ne saurait outrepasser sans risques graves pour ses membres les directives reçues au Comité départemental.

Rolland intervient pour dire qu'il partage pleinement les vues de *Pel* sur l'exécutif et que la nécessité d'avoir un organisme restreint capable de prendre rapidement les décisions qui s'imposent est à son avis infiniment souhaitable.

Martin et *Benoît* sont également de cet avis.

Clément, très raisonnablement, dit qu'il ne s'obstinera pas sur sa position et qu'il accepte le principe de l'exécutif restreint. Mais ne pourrait-on pas dit-il envisager qu'il puisse se composer de cinq membres au moins au lieu de trois.

Cette proposition n'est pas rejetée mais avant de la reprendre il faut d'abord voir comment tous les groupements peuvent être représentés à l'intérieur de l'exécutif.

Ici une discussion très importante et fort instructive.

Pel : Ne pourrait-on pas comme base de travail reprendre la composition de l'ancien exécutif.

Tout le monde est d'accord sur ce point.

Ney représentait à l'exécutif MRU et AS. Ne suffirait-il pas de trouver un remplaçant à *Ney* pour avoir à nouveau, très simplement un exécutif au complet.

Clément : *Ney* n'a jamais représenté en fait au Comité exécutif le mouvement FT. Il y avait des contacts directs et assez réguliers, croyons-nous, entre Combat et Libération qui constituaient les MUR (Mouvements unis). Mais sous la forme officielle MRU (Combat, Libération, Francs-Tireurs) cette association n'a jamais fonctionné en Dauphiné.

Martin confirme tout cela.

Pel : Il est regrettable que cette mise au point n'ait pas été faite à l'exécutif par le représentant des MRU. Nous comprenons mieux à la lueur de ces éclaircissements certaines réticences de *Ney* qui nous parurent alors incompréhensibles. La vérité est qu'il ne s'appuyait pas, en fait, sur toutes les organisations dont il se disait le mandataire. Il y a eu un abus de pouvoir regrettable qu'il eut été facile de démasquer si toutes les organisations de la Résistance avaient fait parvenir au moins un rapport mensuel à l'exécutif.

Nous demandons qu'une telle pratique se généralise à l'avenir.

Nous pensons toutefois que les conditions dans lesquelles va naître le nouvel exécutif écarteront systématiquement toutes velléités de mystification ou simplement de tromperie. Il faut que chacun exprime avec franchise le fond de sa pensée ; il faut à tout prix éviter des malentendus qui dans la période que nous traversons pourraient avoir les conséquences les plus graves.

Il faut surtout rechercher avec passion tout ce qui peut nous unir et rejeter loin de nous tout ce qui peut nous diviser. Nous sommes, ce n'est pas douteux, un organisme politique mais nous ne saurions sans trahir nous écarter de la ligne politique qui doit être nécessairement la nôtre et qui ne peut être que celle qui conduit à la Libération de la France. Toute déviation hors la direction de cet objectif fondamental constitue une trahison de nos engagements réciproques et une trahison envers notre Patrie.

Pour en revenir aux MRU, est-il possible d'unir actuellement dans un même creuset avec la certitude d'obtenir une collaboration féconde les trois mouvements, Combat, Libération, Francs-Tireurs ?

Clément : La chose n'est pas possible, du moins à l'échelle départementale. Combat est pratiquement inexistant...

Martigues proteste contre cette allégation et pense que Combat peut encore jouer un grand rôle dans la Résistance locale.

Clément demande avec quels effectifs ce grand rôle sera joué. Il précise que les chefs de Combat rescapés n'ayant plus de contacts entre eux, en ont moins encore avec leurs troupes. Des groupes francs de Combat peuvent peut-être encore manifester cette certaine activité, mais il semble que cette activité soit purement anarchique, c'est-à-dire sans liaison avec les autres forces de la Résistance.

Combat, affirme-t-il, a d'ailleurs toujours travaillé sans méthode et souvent sans mesurer la conséquence de ses actes. Les bombes placées chez les particuliers l'ont presque toutes été par Combat et cette pratique a fort peu été appréciée par nos

populations qui eussent mille fois préféré voir tomber les miliciens que les murs de leurs voisins.

Martigues ayant travaillé avec Combat, principalement dans la région lyonnaise et connaissant assez mal la situation du groupe dans le Dauphiné, dit qu'il demandera aux responsables locaux d'informer le Comité départemental sur les actions accomplies d'une part et sur les projets immédiats d'autre part. Il fait remarquer que le groupe *Vallier*, par exemple, n'a pas fait que du mauvais travail.

Pel : La direction de Libération est-elle en contact avec la Direction de Combat ?

Martin : Actuellement non, mais par l'intermédiaire de l'AS le contact pourrait être établi.

Rolland : l'AS est en mesure actuellement de recréer les MU (Combat-Libération). Francs-Tireurs n'ayant pas eu dans le département des contacts suivis avec Combat et Libération pourrait conserver son autonomie et sa liberté d'action de groupement. Nous pourrions, dans ces conditions, déléguer au Comité exécutif un représentant de l'AS et des MU (Libération - Combat).

Martin au nom de Libération et *Martigues* au nom de Combat appuient cette proposition.

Rolland : Nous proposons notre camarade *Brunet* pour occuper ce poste.

Pel : Alors que nous étions seul membre de l'exécutif sur la place de Grenoble (*Benoît* travaillant par ailleurs) nous débattant au milieu des pires difficultés pour le regroupement des forces de la Résistance en vue de passer une fois de plus à l'offensive contre le boche, nous avons eu la chance de rencontrer *Brunet* à son poste de combat. Nous voulons rendre ici au nom de notre Parti un hommage public à cet officier qui grand blessé de guerre, ancien prisonnier de guerre et patriote fervent, a fait preuve dans toutes les circonstances où nous avons pu l'observer d'un courage exemplaire et d'un dévouement sans limites (allant parfois jusqu'à l'épuisement) à la cause de la Résistance et qui a été par excellence un élément d'union entre tous les groupes de la Résistance.

Dans la France libérée de demain, le capitaine *Brunet* sera peut-être notre adversaire politique ; qu'importe. Nous pouvons dire aujourd'hui que le choix de *Rolland*, dans les circonstances présentes, est un choix heureux et nous sommes persuadés que cette opinion sera celle de tous ceux qui demain approcheront *Brunet* pour travailler avec lui.

Un premier pas et disons-le, un pas de géant, est fait dans la constitution de l'exécutif ; puisque *Brunet* est le remplaçant de *Ney* (à cette différence près que n'ayant pas de mandat de Francs-Tireurs, il ne le revendiquera pas).

Nous proposons d'examiner les organisations que pourrait représenter *Benoît*.

Benoît pense que l'idée de *Clément* d'un exécutif de cinq membres pourrait être reprise. *Clément* pourrait représenter à l'exécutif FT et le PS, – nous abandonnerions ainsi le mandat que nous avait confié le PS.

La CGT représente d'autre part une telle force qu'elle mériterait, croyons-nous, d'avoir, seule, un représentant à l'exécutif.

Rolland : Ces propositions pourraient être retenues pour la formation d'un exécutif de trois membres actifs flanqués de deux membres suppléants dont les prérogatives seraient les mêmes que celles des membres actifs mais qui ne prendraient pas part à toutes les délibérations.

Pel s'associe à ce point de vue et propose l'exécutif suivant :

Brunet représentant MU (Combat, Libération), AS (membre actif)

Benoît représentant FN, FTP, FF (membre actif)

Pel représentant PC (membre actif)

Clément représentant FT et PS (membre suppléant)

X représentant la CGT (membre suppléant)

La CGT désignera son représentant à l'exécutif. Le PC ne verrait aucun inconvénient à ce que l'exécutif fonctionne au grand complet chaque fois qu'il en aura les possibilités et surtout chaque fois que la nécessité s'en fera sentir sous réserve que toutes les précautions seront prises pour assurer la sécurité de l'organisme.

Cette formation est adoptée à l'unanimité.

Benoît : L'assemblée peut passer maintenant à la discussion sur le plan d'insurrection et la prise du Pouvoir.

Pel : L'exécutif devra étudier ces questions minutieusement et transmettre ses instructions à tous les groupes de la Résistance et à tous les échelons.

D'ores et déjà on peut dire que la question des armes est la question cruciale à trancher de toute urgence. Nous croyons que les patriotes détenteurs d'armes, qu'ils soient des particuliers ou des organisations doivent en remettre sans tarder un inventaire à l'exécutif et la mission de ce dernier sera d'en assurer la répartition pour qu'elles soient immédiatement utilisées. Il serait inadmissible que des armes soient stockées, quand de courageux citoyens les possédant seraient en mesure de porter dans une guerre de guérilla des coups terribles à l'ennemi. Cette question intéresse tout particulièrement l'AS et FTP Nous demandons à *Rolland* de nous dire avec la plus grande franchise s'il dispose actuellement de stocks d'armes inutilisées.

Rolland : À proprement parler, toutes nos armes disponibles sont affectées. Nous pouvons affirmer que la quantité que nous possédons est tout à fait insuffisante. Nous regrettons vivement que les parachutages ne soient pas plus nombreux.

Pel : Vous dites que toutes vos armes sont affectées ? Cela veut-il dire que certains stocks ne sont pas actuellement utilisés mais serviront à armer des formations actuellement inactives mais devant assurer certaines tâches dans l'avenir.

Rolland : C'est exactement cela : nous avons actuellement des armes momentanément inutilisées qui serviront demain à armer des centaines chargées d'assurer l'ordre.

Pel : Nous pensons que ces dispositions ne sont pas raisonnables d'abord parce que c'est retarder pour des patriotes décidés l'heure de l'action contre le boche et que c'est exposer d'autre part à laisser tomber ces armes entre les mains de l'ennemi. Il y a actuellement deux grandes forces militaires patriotes : l'AS et FTP. Nous croyons que l'unité de commandement de ces forces est souhaitable et qu'elle doit être réalisée dans les délais les plus brefs. En tenant compte de ce que nous venons de décider, on peut dire qu'il n'y a pas de problèmes sérieux qui ne puissent trouver une solution dans la Résistance et que l'esprit de cette assemblée est vraiment un esprit unitaire. Cet esprit se manifeste ici d'une façon éclatante et disons-le extrêmement encourageante pour tous. Un esprit analogue doit se manifester sur le plan militaire. Représentant de FTP et connaissant parfaitement cette formation, nous sommes certains qu'une fusion de l'état-major FTP et de l'EMAS est possible. Que cette fusion devienne rapidement un fait accompli, qu'une compréhension réciproque se manifeste de part et d'autre et des victoires éclatantes plus décisives que toutes celles que nous avons remportées jusqu'à ce jour viendront récompenser la volonté de discipline que nous aurons manifestée dans tous les domaines et à tous les échelons de la hiérarchie. Il faut que la prise de contact entre AS et FTP pour réaliser l'unité de commandement s'opère de toute urgence.

Rolland est parfaitement d'accord sur la nécessité de réunir les EM de l'AS et des FTP. Par contre, il n'est pas d'accord sur l'utilisation des armes pour mener contre le boche une guerre de guérilla immédiate. Notre action doit coïncider avec des opérations militaires de grande envergure telles que le débarquement que nous appelons de tous nos vœux.

Martigues : Ma pensée est celle de *Rolland* concernant une action immédiate de guérilla.

Pel : Quelles sont les raisons qui conduisent *Rolland* et *Martigues* à condamner la guerre de guérilla avant les opérations de débarquement ?

Rolland : Si nous déclenchons une telle action, les représailles allemandes contre les populations civiles seront terribles et ces populations se désolidariseront de la Résistance. De plus, nous risquons de voir nos villes et nos villages détruits.

Pel : Nous pensons que *Rolland* se fait une idée fautive de la mentalité du peuple dauphinois. Nous autres communistes, nous lui faisons la plus entière confiance. Non seulement les coups que les Allemands pourraient encore porter à nos populations ne les conduiront pas à une abdication mais durciront toujours davantage la volonté des « Brûleurs de loups » de mener contre les boches une lutte impitoyable et sans merci.

Qu'une minorité de Français dégénérés soit plus soucieuse de préserver sa précieuse vie et ses biens que de consentir aux sacrifices nécessaires pour sauver la Patrie et la délivrer du joug de l'occupant, c'est une chose fort possible. En revanche l'immense majorité des Français s'est forgé dans l'épreuve une admirable détermination et notre peuple est capable des plus lourds sacrifices pour recouvrer son bien le plus cher la Liberté (Liberté chérie).

Le Capitaine *Rouvier* s'adressant à *Pel* : Vous avez probablement raison, le peuple malheureux n'hésitera pas à se battre héroïquement dès qu'on lui en donnera les moyens. Pour certaines couches de la population, nous partageons l'avis de *Rolland*.

Pel : Pour agir, la Résistance ne peut pas raisonnablement tenir compte de convenances particulières de tel ou tel individu ou de tel ou tel groupe. Comment pouvons-nous espérer battre le boche qui est un ennemi redoutable sans consentir aux sacrifices inévitables ? Si un particulier nous suppliait de ne pas chatouiller les boches parce que ceux-ci pourraient casser son vase de Chine auquel il tient beaucoup, devrions-nous tenir compte d'une telle supplication ? Si nous prenions une telle voie, nous pourrions désespérer à jamais de recouvrer notre indépendance et les Français connaîtraient peut-être alors pour mille ans la domination du barbare hitlérien. Nous sommes très étonnés d'ailleurs de trouver de tels arguments dans la bouche de militaires. Souvenez-vous de 1914-1918. Pensez à la Belgique, pensez à nos provinces dévastées du nord et de l'est, à Verdun, à Reims, à Soissons. Posez-vous la question : Pourquoi Albert I^{er} a-t-il continué la lutte sachant que celle-ci devait presque inévitablement causer l'anéantissement de toutes les richesses matérielles de son pays, des souffrances inouïes et des pertes considérables à la population civile belge ? Pourquoi Joffre, pourquoi Foch ont-ils continué la lutte sachant que celle-ci anéantissait chaque jour davantage une parcelle du patrimoine national et enlevait la vie à de nombreux Français ?

La réponse est simple : patriote belge et patriotes français ces hommes ont fait passer l'intérêt supérieur de la Nation Française avant des intérêts parcellaires français ;

c'était leur plus élémentaire devoir et bien que devoir pénible ils l'ont accompli. Pour œuvrer à la grandeur de la France, nous ne pouvons pas faire autrement que de tout voir à l'échelle de la France.

Attention, messieurs, attention camarades, que l'arbre jamais ne nous cache la forêt. Que nos faiblesses d'homme ne nous fassent pas abandonner nos devoirs de patriotes, et le premier de ces devoirs, c'est de frapper l'ennemi sans trêve ni répit en tous lieux et en toutes circonstances.

La pratique de la lutte est la condition élémentaire de la reconquête de notre liberté. Évitions de spéculer maladroitement sur l'aide qui peut nous venir de l'extérieur. On oublie trop que l'extérieur nous observe et qu'on pourrait bien ne rien nous donner avant que nous ne l'ayons mérité. Qu'on veuille se souvenir des échecs napoléoniens devant la détermination du courageux peuple espagnol. Il ne faut pas non plus oublier les conditions dans lesquelles luttent aujourd'hui les boches et exagérer leurs possibilités de riposte à une guerre de guérilla. Inspirons-nous de l'exemple des vaillantes populations soviétiques et yougoslaves. Quel homme raisonnable pourrait affirmer que les actions des partisans du maréchal Tito ne constituent pas une contribution importante à la victoire des nations unies ?

Rolland : Vous ne pouvez nier que les pertes parmi la population civile yougoslave ont été considérables et que des villes et des villages ont été complètement rasés.

Pel : Sans doute ; mais bien loin d'avoir compromis le destin d'une nation héroïque, ses sacrifices et ses épreuves l'ont poussée chaque jour à plus de détermination dans la lutte, à plus de haine contre l'envahisseur et abrègeront son martyre en hâtant l'heure de sa libération.

Soyez certains qu'on a de graves préoccupations et même des angoisses au GQG du *Führer*. L'intensification et la généralisation de la guerre de guérilla dans tous les pays occupés rendraient ces préoccupations plus angoissantes encore pour l'EM de la *Wehrmacht*.

Rolland : Si la guerre de guérilla était généralisée, partout évidemment de bons résultats pourraient être obtenus et les risques seraient très diminués, mais une telle guerre n'est pas généralisée.

Pel : Vous savez bien que nous ne sommes pas en mesure de collaborer efficacement grâce à des liaisons rapides et régulières avec nos alliés norvégiens. Il n'est donc pas possible

d'arrêter les détails d'une telle stratégie. L'erreur est d'attendre que Pierre commence pour que Paul se décide à l'imiter.

Nous nous montrerons les plus grands et les plus dignes sur le sol national si nous commençons dans notre propre sphère d'action à accomplir tout notre devoir. Si nos initiatives sont audacieuses, elles seront vite connues des autres Français et nous aurons, c'est certain, des émules.

Prenons sans hésiter le chemin du strict devoir et tant mieux si nous sommes les guides qui montreront à tous la voie à suivre.

Puisque l'exécutif doit décider des actions à entreprendre nous défendrons cette thèse devant lui. Nous pensons que s'il la fait sienne de toute façon les militaires se montreront à la hauteur de leur tâche en accomplissant avec honneur et discipline les ordres qu'ils recevront.

L'assemblée est d'accord pour que soit étudiée une action de guérilla généralisée à tout le département, mais aucune décision n'est prise pour entreprendre une telle action immédiatement.

Le capitaine X, de l'EM du capitaine *Rouvier* de Francs-Tireurs qui a entrepris avec des hommes une action de guérilla contre les boches le 21 janvier dans le Massif du Vercors au lieu-dit Les Barraques veut bien instruire l'assemblée de cette action et en tirer les conclusions.

Nous avons fait attaquer à la hauteur des Barraques deux voitures allemandes : une voiture de la *Gestapo* et une voiture de la *Wehrmacht* ; les boches ont pu demander des renforts et un engagement a eu lieu sur place au cours duquel 35 Allemands furent blessés ; 5 furent tués et parmi eux le commandant du détachement. Les voitures ont été détruites, du matériel a été récupéré. Nous avons fait des prisonniers et parmi eux plusieurs officiers. Nous n'avons abandonné aucun matériel ; nous avons eu deux tués dont mon adjoint, le sous-lieutenant X.

À titre de représailles les boches ont incendié et dynamité le village.

Pel : Mon capitaine, pouvez-vous nous dire comment se sont comportées les populations à votre égard avec le passage des barbares ?

Capitaine X : Il y a d'abord eu un profond abattement à la vue des foyers détruits.

Pel : C'est une chose bien compréhensible et il eut fallu que ces paysans fussent des héros (et les héros ne courent quand même pas les rues et les campagnes) pour réagir immédiatement autrement après ce coup de massue... Mais après, lorsqu'ils réalisèrent tout le drame avec un certain recul ?

Capitaine X... : Ces populations, on doit le dire, ont été admirables et très rapidement elles ont recouvré leur sang-froid. Leur attitude à notre égard a été cordiale comme à l'ordinaire, mais leur désir de nous aider et de nous seconder plus grand que jamais. Avec des armes en mains, ces paysans seront pour nous, à l'avenir, de rudes compagnons de lutte.

Pel : Le récit du capitaine X... semble fortement étayer la thèse que nous venons de développer.

Capitaine X... : Votre thèse est excellente ; toutefois nous devons pour parler objectivement vous instruire du fait que cet engagement nous a obligé à sacrifier une grosse partie de notre stock de munitions et qu'il ne serait hélas pas possible de recommencer chaque jour une telle opération. C'est pourquoi avec toute l'assemblée, nous réclamons des armes, des munitions, toujours plus d'armes et de munitions.

Benoît remercie le capitaine X... de son intéressante communication et demande de poursuivre l'ordre du jour.

Clément : Nous sommes tous d'accord pour réclamer des armes. Une question également importante doit être soulevée ici, celle du trésor de guerre : la question financière.

Rolland : Oui, la question financière est une question importante et dans ce domaine nos moyens sont très limités.

Pel : Nous donnerons au nom du PC et de FTP une conclusion à la fois à la question des armes et à la question financière en vous disant : il faut prendre ces deux moyens d'action là où ils se trouvent. Les armes chez les boches en les désarmant, en attaquant leurs trains de munitions, en pillant leurs entrepôts. Nous savons que la chose n'est pas facile, mais c'est la seule solution actuellement à la portée de nos mains. Il n'est pas dit d'autre part que la généralisation de la guerre de guérilla ne favorisera pas considérablement un tel projet. Quant à la question financière nous pouvons la résoudre avec beaucoup plus d'aisance ; nous sommes ici les représentants départementaux de ce que nous appelons le véritable gouvernement de la France, le CFLN. Nous ne serions vraiment pas convaincus de l'honneur et des responsabilités qui nous échoient, si nous hésitions à considérer toutes les richesses publiques comme nos richesses – (très exactement celles de notre peuple).

Le Comité exécutif aura entre autres comme mission d'arrêter les moyens de faire vivre nos organisations. La récupération du Trésor public par la Résistance est plus qu'une nécessité, c'est un élémentaire devoir. Nous prendrons l'argent où il est, chez les particuliers

excepté. À ce sujet, au nom du PC, de FTP et de la CGT, je dois vous dire que ces trois organisations ne tolèrent en aucun cas la généralisation d'actes de banditisme ou de gangstérisme sous le couvert de la Résistance. Nous proposons que des enquêtes soient menées sur toutes les actions répréhensibles commises par de soi-disant patriotes et que des sanctions sévères soient prises contre eux. À l'avenir il est indispensable que cessent d'exister des groupes de la Résistance irresponsables. Tous les groupes des organisations ici présentes doivent être rattachés, soit à l'AS soit à FTP. Toutes les actions entreprises à l'avenir le seront sur l'ordre de l'exécutif et les militaires se devront de réprimer avec la dernière rigueur toute action indisciplinée commise en marge des ordres reçus. À cette condition leur responsabilité sera dégagée quant aux conséquences des actions entreprises sur le Trésor public ou le ravitaillement par exemple.

L'assemblée est unanime pour adopter les propositions de *Pel* dans le domaine financier. Sur la question des armes, il y a encore quelques escarmouches mais tout le monde comprend que ce problème est technique et du ressort des EM. On décide que ces derniers le trancheront définitivement dans leurs prochaines réunions.

Benoît : Le problème de la prise du pouvoir exige que nous examinions les questions intéressantes :

1) La préfecture ; 2) Le ravitaillement général ; 3) Les PTT et la radiodiffusion ; 4) Les forces de gendarmerie et de police ; 5) La neutralisation de la Milice ; 6) La gare ; 7) La mairie ; 8) La prison ; 9) La presse.

Nous proposons à l'assemblée d'étudier des questions dans l'ordre afin de faciliter les débats. Tout le monde est d'accord.

Benoît : Nous avons, il y a quelques instants, désigné le Commissaire de la République pour notre département. Dès que l'exécutif lui aura transmis notre décision et que nous aurons son acceptation nous pourrions lui demander de faire à l'exécutif un rapport sur l'organisation des services préfectoraux, dans lequel il indiquera les écueils à éviter, les fonctionnaires à éliminer, les transformations de structure à opérer dans la ligne du CFLN.

Ces propositions sont adoptées.

Pel : La question du ravitaillement général est une des plus importantes ; il faudra l'étudier très à fond.

Martin : Nous voulons dire à l'assemblée que nous sommes en mesure à Libération de documenter sérieusement l'exécutif sur cette question et que certains de nos amis sont fort bien placés pour organiser le ravitaillement.

Pel à Martin : Sera-t-il à votre avis nécessaire de changer l'intendant actuel ?

Martin : Nous croyons que cet intendant pourrait rester à son poste car il n'a pas eu d'attitude hostile à l'égard de la Résistance. Il est de la plus haute importance d'autre part qu'un homme très au courant des entrées et sorties de subsistances reste en place pour orienter de nouveaux responsables.

Nous avons sous la main un homme susceptible de contrôler ou de doubler l'intendant actuel et cet homme sûr connaît parfaitement la question du ravitaillement.

Lepape du NAP : Les services techniques du NAP sont à la disposition de l'exécutif pour lui donner des renseignements sur le ravitaillement général et toutes les administrations en général.

Pel : Les propositions de notre camarade *Martin* et du NAP sont très intéressantes. L'idée de doubler l'intendant est à retenir. Deux hommes qui se contrôleraient mutuellement avant d'être contrôlés par un organisme extérieur à leurs services donneraient, semble-t-il des garanties au CDLN.

Clément : Le Comité exécutif tenant compte des suggestions qui viennent d'être faites et des rapports qui lui parviendront tranchera définitivement la question. L'accord à l'unanimité.

Benoît : Abordons la question des PTT et de la radiodiffusion.

Pel : On nous a signalé que l'actuel directeur des PTT est un « kollaborateur » notoire. Quelqu'un peut-il infirmer ou au contraire confirmer ces renseignements ?

Lepape : Il est très exact que le directeur actuel est un « kollaborateur » ; nous sommes en mesure de fournir un rapport sur lui.

Clément : Il y a beaucoup d'amis à nous dans l'administration des PTT, certainement il y aura possibilité de faire fonctionner ces services délicats au mieux de nos intérêts. Il cite le nom d'un patriote qui pourrait nous informer sérieusement.

Benoît connaît ce patriote et appuie la proposition de *Clément* tendant à le toucher. Les renseignements seront centralisés à l'exécutif.

Pel : Pour ce qui est de radiodiffusion, il est simplement question d'avoir des techniciens capables d'assurer le bon fonctionnement de l'émetteur. Nous avons au PC des techniciens. Pour ce qui est de l'usage du micro vous aurez tous également la faculté de l'utiliser si le trac ne s'empare pas de vous avant de causer (rires).

Benoît : Il faut débattre l'importante question de la force publique police, gendarmerie, GMR. Il semble bien que ces forces soient dans l'ensemble hostiles au gouvernement fantoche de Vichy et plus particulièrement la gendarmerie. Les quelques traîtres notoires qui trahissent leur patrie à longueur de journée seront vite éliminés.

Pel : Nous ne croyons pas possible au PC de remplacer toutes les forces de police au moment de l'insurrection ; nous ne courons d'ailleurs aucun danger à conserver les hommes de la base aux postes qu'ils occupent actuellement à l'exception des traîtres dont nous demandons l'exécution immédiate. Pour ce qui est des cadres, notre position est bien différente : nous disons qu'il faut les éliminer complètement, même si leur attitude vis-à-vis de la Résistance ne donne lieu à aucune critique. Voici pourquoi : même attachées sentimentalement à la Résistance, les forces de police sont obligées de suivre même quand elles le font en rechignant certaines instructions vichysoises, barrages de rues, examens de papiers, etc. etc. Le résultat est que nos populations sont malgré tout méfiantes à leur égard et elles ont raison de l'être, car à côté d'amis de la Résistance il y a des ennemis mortels pour les patriotes. Ce serait donc à notre avis commettre une faute grave que de ne pas liquider tous les cadres de la police en général. Nous voulons qu'on nous comprenne bien. Il n'est pas question de limoger tous les officiers de police ; nous nous rappelons tous ceux qui nous aidèrent au moment de la trahison des autres et nous leur donnerons un emploi digne de leurs capacités dans d'autres secteurs de l'activité nationale.

Clément : Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de placer les cadres de la police fidèle dans d'autres secteurs de l'activité nationale. Il y a actuellement à R. un commandant de gendarmerie qui a toujours eu une conduite exemplaire à notre égard ; qu'on ne le maintienne pas à R. passe, mais qu'on ne le limoge pas.

Pel : Nous n'avons pas parlé de limogeage.

Rolland et le capitaine *Rouvier* ainsi que son EM soulignent que même s'il n'y a pas de limogeage au sens strict du mot, ces officiers affectés dans d'autres branches de l'activité nationale se considéreront moralement déçus et s'ils ont été loyaux ils accepteront peut-être leurs nouveaux postes mais avec amertume.

Clément en évoquant le cas du capitaine de gendarmerie à R. voulait certainement nous démontrer qu'il n'y aurait aucun inconvénient à le muter de R. à M. par exemple. Nous croyons que la meilleure solution serait effectivement les mutations d'officiers loyaux à l'égard de la Résistance. Il ne faut pas perdre de vue également que ces officiers sont des techniciens qui ne se remplacent pas au pied levé.

Cette contre proposition aux suggestions de *Pel* est adoptée par l'assemblée.

Pel : Nous nous plions sans hésitations à l'opinion de la majorité de l'assemblée, mais nous voulons avant de clore cette question attirer votre attention sur l'importance qu'il y aurait à désigner comme chef de la gendarmerie, non plus un officier muté, mais un

homme de la Résistance ayant eu une conduite exceptionnellement brillante et appréciée par nos populations.

Rolland : Pour ce qui est du chef suprême des forces de police, le problème n'est plus un problème d'ordre général. Nous ne voyons aucun inconvénient à retenir la proposition de *Pel*.

Benoît : L'exécutif pourrait dans ce cas désigner le chef suprême de la police du département et le prendre parmi les hommes les plus représentatifs de la Résistance. Tout le monde est d'accord.

Lepape : À titre indicatif, nous vous signalons que le pourcentage des GMR non acquis à la Résistance est assez important.

Benoît : Nous allons maintenant examiner le sort de nos « amis » miliciens

Clément : Nous ne croyons pas que cette question soit difficile à résoudre : « ces messieurs » méritent tous la mort.

Rolland : Pensez-vous que nous puissions prendre cette responsabilité ? Il y a beaucoup d'inconscients parmi les miliciens ; ce sont souvent de pauvres types. Nous pensons qu'il faudrait juger avant de sanctionner.

Il semble à voir l'attitude de l'assemblée que *Rolland* est seul à partager ce point de vue.

Pel : Nous ne voulons pas nier qu'il y ait des inconscients parmi les miliciens. Est-ce que nous allons nous embarrasser du distinguo entre milicien conscient et milicien inconscient quand les uns et les autres sèment la mort dans nos rangs ? Hésitez-vous à sanctionner sur l'heure la mort de dix, de vingt patriotes conscients par un milicien inconscient parce que celui-ci est inconscient ? Ce serait une faiblesse coupable et disons-le un nouveau crime contre la Résistance. Quand le fauve est déchaîné, il faut l'abattre. Quand ce fauve est un traître, nous ne pouvons qu'être impitoyables.

Rolland : Je dirai que le traître est l'ennemi n°1 et que le boche n'est que l'ennemi n°1bis.

Pel : Au nom du PC, nous faisons nôtre intégralement la formule de *Rolland*, mais alors nous nous permettons de lui demander s'il doute vraiment que les miliciens sont des traîtres ou s'il a fait le vœu de ne pas abattre un boche avant de l'avoir jugé (hilarité).

Martigues : Il faut s'attaquer de suite aux miliciens et à la *Gestapo*.

Ce débat est clos par la formule de *Clément* : Les miliciens méritent tous la mort.

Benoît : Abordons la question de la gare. Deux hommes nous intéressent dans ce secteur : le chef de gare, le chef de dépôt.

Pel : Le chef de dépôt a depuis longtemps été repéré par les cheminots comme un mauvais Français.

Lepape : C'est exact.

Pel : Il sera facile de remplacer ce technicien sans difficultés car tout le personnel du dépôt est acquis à notre cause et il pourra s'occuper de cette formalité. Pour le chef de gare il paraît que celui-ci est au contraire un antiboche forcené. Qu'en pense le NAP ?

Lepape : Le chef de gare est bien ; nous pourrions d'ailleurs vous donner des renseignements très complets sur lui.

Pel : L'exécutif tranchera cette question plus en détails après. Des rapports d'informations seront demandés à tous les services compétents par le NAP et les organisations ici présentes.

Benoît : Nous devons parler maintenant de la mairie. Les instructions d'Alger sont les suivantes :

Chacune des organisations constituant de CDLN élira deux représentants pour siéger au conseil municipal et le maire sera choisi par ces représentants et parmi eux. Il faudra donc que les organisations ici présentes communiquent sans tarder les noms de leurs représentants au conseil municipal.

Pas d'objections à ces propositions.

Benoît : Pour la prison, il faudra désigner de nouveaux gardiens et libérer tous les prisonniers politiques.

Pel : Chaque groupement pourrait faire à l'exécutif des propositions sur l'organisation nouvelle de la prison.

Tout le monde est d'accord.

Benoît : Il y a lieu d'examiner maintenant la question de la presse.

Clément : Il y aura lieu d'empêcher de nuire à certains propriétaires de journaux, à leurs directeurs et rédacteurs tous dévoués à la clique vichyssoise. Messieurs Besson et Biessy pour ne pas les nommer, seront fort bien en prison où ils ne pourront pas continuer leur triste besogne d'empoisonneurs publics.

Capitaine Rouvier : *Pel* disait tout à l'heure que le maintien des cadres actuels de la police constituerait une faute psychologique qui serait sévèrement jugée par la population. Ce serait une faute psychologique non moins importante et qui serait jugée peut-être plus

sévèrement encore que la première de maintenir en fonction les Dérives, Fangeat, Hébrard³ et autres rédacteurs abjects actuellement au service de l'anti-France.

(Approbation générale).

Pel : Nos amis de FT ont raison, il faudra épurer avec énergie toute une presse pourrie jusqu'à la moelle. Nous pourrions décider qu'aucun des journaux paraissant aujourd'hui, tolérés par Vichy, ne paraîtront demain avec leurs titres actuels du moins tant que durera notre administration, c'est-à-dire tant qu'une consultation populaire n'aura pas démocratiquement exprimé sa volonté.

Nous nous servirons des rotatives du *PD* pour imprimer un grand journal du CDLN que nous pourrions appeler « La Libération dauphinoise » ou « Le Dauphiné libre ». Nous étudierons cette question plus en détails à l'exécutif. Sommes-nous tous d'accord ?

Réponse unanime : D'accord.

Benoît : Pour clore ces débats, il y a lieu d'examiner l'importante question des comités locaux de la Libération nationale. Ce sont ces comités qui recevront les ordres du CDLN et les transmettront dans nos villes, dans nos bourgs, dans nos campagnes. Leur fonctionnement sera particulièrement délicat et important pendant la période insurrectionnelle au moment où nous devons liquider en même temps les boches et les vichyssois.

Il n'y a certainement pas une localité de notre département où n'existent des patriotes plus ou moins liés à une de nos organisations, c'est autour de ces patriotes que doivent se cristalliser les comités locaux de la Libération nationale.

Pel : Nous pensons que toutes les décisions que nous venons de prendre d'une façon générale doivent faciliter au plus haut degré la constitution de ces comités locaux. Il suffira maintenant d'instruire rapidement tous les représentants de nos organisations sur le fonctionnement de l'organisme central que nous constituons, en fait, à l'échelle départementale pour leur donner une image fidèle de ce qu'ils peuvent et doivent accomplir dans leur propre sphère d'activité.

Le FN nous a tous groupés aujourd'hui autour de lui parce qu'il représente une organisation de vues extrêmement larges n'ayant pas de caractère spécifiquement politique comme notre parti ou le Parti socialiste par exemple.

³ *Dérives* : pseudonyme de J. Fangeat. L. Hébrard, correspondant à Vichy du *Petit Dauphinois*.

Nous, communistes, nous ne désirons qu'une chose dans la période actuelle, c'est le regroupement de tous les patriotes pour chasser l'ennemi qui foule notre territoire national.

Peu nous importe que telle ou telle organisation prenne l'initiative de ce regroupement nécessaire pourvu que ce regroupement soit réalisé et que le but principal que nous recherchons tous soit atteint.

Nous avons été unanimement d'accord pour que soient réprimés les actes de banditisme. Nous sommes tous d'accord pour éviter durant la période insurrectionnelle la satisfaction de basses vengeances personnelles. L'instauration d'un ordre patriote avec fermeté et dignité ne sera possible que si le CDLN a, dans toutes les agglomérations et jusque dans les coins les plus reculés de notre département des représentants fidèles, des administrateurs dévoués détenant officiellement leur pouvoir de notre organisme.

Notre autorité et notre compétence seront d'autant mieux assises que la preuve sera faite par l'existence même des comités locaux que nous avons su et pu organiser notre département malgré la terreur nazie, malgré la répression de la *Gestapo*.

Nous proposerons à l'exécutif un plan d'action pour faire surgir rapidement des phares de la Résistance dans toutes les localités de ce département. Ce plan sera d'autant plus facilement réalisable que tous les membres de l'exécutif seront en mesure de donner une physionomie exacte de leurs propres forces dans chacune des localités auxquelles nous nous attaquerons (non pour les détruire, mais pour les organiser).

Nous souhaitons que toutes les organisations étudient dès aujourd'hui leurs possibilités respectives en vue de la constitution de comités locaux de la Libération nationale.

Ce point de vue est adopté.

Benoît : Il ne s'agit d'ailleurs pas d'innover puisque des comités locaux existent dans de nombreuses agglomérations du département. Le FN est fier d'avoir souvent jeté la base de ces comités et il est désireux d'intensifier encore un tel travail. Ce qu'il faut c'est accélérer la cadence des formations afin qu'elles soient rapidement généralisées.

L'assemblée s'engage à travailler dans ce sens.

Pel : Nous voudrions avant de vous quitter, vous lire le dernier appel lancé par l'exécutif de la FC et intitulé « La grande peur des boches ». Vous en ferez la critique que vous jugerez nécessaire.

Lecture est donnée de l'appel et des objections sont faites qu'il est sans importance de mettre dans ce procès-verbal.

Benôit : Nous remercions tous les membres de l'assemblée, leur souhaitons courage et santé en attendant la nouvelle réunion qui se déroulera, espérons-nous, dans la même atmosphère de cordiale sympathie et d'ardent patriotisme... quelque part en Dauphiné.

La séance est levée à 16 heures 15.

Source :

Pierre BOLLE (dir.), *Grenoble et le Vercors, de la Résistance à la Libération*, Lyon, La Manufacture (L'Histoire partagée), 1985, 344 p., « Procès-verbal de la réunion du mardi 25 janvier 1944 à Monaco », pp. 257-279.